



Casa África – Opportunités d'affaires

République de Maurice

Au cours de la période 2015-19, la croissance du PIB a été modérée mais constante, oscillant autour de 3,8 %. Cette croissance a été principalement tirée par les services financiers, le commerce de détail et de gros et les TIC. Pour 2020 et 2021, la croissance du PIB devrait être de 3,9 % et 4,0 %, en raison de l'augmentation du tourisme, de la croissance continue des investissements et de la demande extérieure pour la croissance régionale et mondiale. L'économie du pays repose principalement sur les services, qui représentaient 76 % du PIB en 2019, suivis par l'industrie avec 21 % et l'agriculture avec 3 %. La forte croissance de la consommation privée a également contribué de manière positive à l'économie du pays. La politique monétaire accommodante de la Banque de Maurice a été jugée appropriée étant donné la faible inflation récente ; cependant, une augmentation de 3,5% est estimée pour 2020. La politique fiscale a été expansionniste sur la période 2015-2019, et les dépenses publiques récurrentes qui l'ont caractérisée ont été compensées par l'augmentation des recettes provenant d'une forte collecte d'impôts. Le déficit budgétaire représente 3,2 % du PIB, et le déficit des comptes courants devrait être réduit en 2020 et 2021 à 5,6 % du PIB et 5,2 %, respectivement. Cette amélioration est en grande partie due à l'amélioration des recettes d'exportation et du tourisme.

Les principaux moteurs sectoriels de la croissance devraient continuer à bien fonctionner ; toutefois, l'économie devrait se diversifier davantage dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée tels que l'agroalimentaire, le tourisme médical, les services d'enseignement supérieur et le développement de l'économie océanique. En particulier, les activités de l'économie maritime, notamment les loisirs, l'énergie, l'aquaculture et la logistique portuaire, pourraient ajouter 1 à 2 points de pourcentage au PIB. D'autre part, les efforts visant à accroître l'efficacité et la productivité des services publics pourraient inclure la numérisation de l'économie, en stimulant la technologie et l'intelligence artificielle. Un environnement commercial favorable, des réglementations favorables aux entreprises telles que la loi révisée sur la facilitation des affaires, ainsi qu'une demande économique mondiale qui augmentera l'exportation de biens et de services devraient stimuler les investissements directs étrangers. Toutefois, les investissements privés dans les sous-secteurs d'infrastructures stratégiques tels que l'eau, les transports et l'énergie devraient également rester faibles en l'absence de réformes réglementaires significatives.

Les principaux clients du pays sont le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, et les principaux produits exportés sont les textiles, les bateaux, le carburant et le poisson, entre autres. Les réexportations jouent également un rôle important. D'autre part, la Chine, l'Inde et la France sont les principaux fournisseurs du pays, dont les importations sont constituées de combustibles, de denrées alimentaires et de boissons, d'autres industries manufacturières et de machines et de matériel de transport, entre autres.

La dette publique du pays reste élevée et la marge de manœuvre budgétaire pour l'investissement dans les infrastructures et le capital humain devrait être limitée dans les années à venir. La transition des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre vers les secteurs émergents à forte valeur ajoutée est rapide et nécessite des compétences plus importantes. Bien que le secteur financier soit l'un des plus solides et des mieux réglementés d'Afrique, il sert principalement les grandes entreprises, tandis que les petites et moyennes entreprises continuent de trouver difficile l'accès au financement. Dans l'ensemble, les risques pour la croissance potentielle comprennent les contraintes en matière de compétences, la dégradation de l'environnement, le vieillissement rapide de la population et l'inégalité croissante des revenus.

Les efforts du gouvernement pour réorienter l'île Maurice en tant que porte d'entrée Asie-Afrique pour le commerce et les investissements et pour diversifier davantage les marchés d'exportation renforceront la position du pays en tant que centre de logistique et de services pour l'Afrique, ce qui donnera un coup de fouet à l'économie du pays dans son ensemble.

AEO: <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020>

MAEC: http://www.exteriores.gob.es/Documents/FichasPais/MAURICIO_FICHA%20PAIS.pdf